

ILS ÉTAIENT 90% À RÉPONDRE À L'APPEL À LA GRÈVE

Les paramédicaux paralysent les hôpitaux

Les établissements hospitaliers sont paralysés depuis hier, par la grève de trois jours déclenchée par le personnel paramédical. La corporation a massivement répondu à l'appel à la grève, avec un taux de suivi de 90% à l'échelle nationale. Le ministre de la Santé est prévenu. Déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications, les paramédicaux menacent de durcir leur mouvement, si la tutelle continue dans le statu quo.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La colère des paramédicaux refait surface. Après une trêve de plus d'une année, la corporation revient à la charge et opte pour le chemin de la contestation. Pour se faire entendre, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), après avoir accordé un délai d'un mois au ministère de la Santé pour concrétiser ses engagements, en vain, a fait appel à un mouvement de protestation de trois jours.

Pari réussi pour le SAP puisque 90% de la corporation a répondu, hier, à l'appel à la grève pour son premier jour. Malgré cette forte mobilisation, les paramédicaux assurent que ce n'est pas par gaieté de cœur qu'il recourent à la protestation. «Nous ne voulons pas de cette grève puisque ceci n'est dans l'intérêt de personne, mais l'attitude de la tutelle nous contraint à opter pour cette action» affirment-ils.

Non contents de la lenteur avec laquelle le ministère de la Santé traite leur dossier, les paramédicaux ont bravé, hier, la pluie et le froid pour sortir et observer des sit-in à l'intérieur des établissements hospitaliers. Une lenteur qui renseigne, accusent-ils, d'un manque de volonté de la part de la tutelle à régler définitivement le dossier du statut particulier de la corporation. «Cette grève est un moyen de pression sur la tutelle, afin d'accélérer les choses» attestent les grévistes qui ne veulent plus croire aux promesses de leur tutelle. «Nous ne voulons plus de discussions, le temps est à la concrétisation des engagements du ministère de la Santé» indiquent les paramédicaux qui scandent le slogan «du concret ou rien». Le

corps paramédical exige le respect des dispositions statutaires intégrant les paramédicaux brevetés, dans le nouveau statut de la catégorie des infirmiers spécialistes de santé publique, l'élaboration d'un calendrier de travail et des dispositifs réglementaires afin de rendre effective la progression de carrières inexistante, des paramédicaux de santé publique. Il demande aussi la mise en application effective et la normalisation des postes supérieurs, conformément au statut, ainsi que la mise en application d'un dispositif réglementaire accompagnant le nouveau statut, dans la nomination aux postes supérieurs des paramédicaux ainsi que la revalorisation des indemnités de gardes et de risques et de bénéficier d'une prime

de contagion. Les malades doivent prendre leur mal en patience, puisque le personnel paramédical n'assure que le service minimum.

Les consultations classiques, le programme des opérations à froid, le programme de radiologie et les bilans extérieurs ne seront pas assurés pendant trois jours.

Ce mouvement de protestation prendra fin demain. La trêve ne sera, cependant, pas proclamée définitivement puisque, avertit le SAP, il ne s'agit que d'un premier avertissement.

Le syndicat menace de recourir à une action plus radicale en cas d'absence d'une réaction de la part de la tutelle.

S. A.

ILS ONT TENTÉ DE TENIR UN SECOND SIT-IN HIER À ALGER 25 jeunes du préemploi interpellés

Ayant mal pris leur interpellation musclée avant-hier, les jeunes du pré-emploi et du filet social ont tenté de revenir à la charge hier matin. Ils ont convenu de tenir un rassemblement devant la Maison de la presse Tahar Djaout, à Alger. Mais le scénario de la veille s'est reproduit une fois de plus puisque la quarantaine de syndicalistes audacieux de la Commission nationale du préemploi et du filet social agissant sous la bannière du Snapap (aile Malaoui) n'ont pas eu suffisamment de temps pour exprimer publiquement leurs revendications. Juste quelques minutes, le temps que les agents de police les «encerclent» et les mettent en sandwich pour embarquer une bonne moitié d'entre eux dans leurs fourgons pour leur acheminement dans des commissariats. Selon Habib Ahmed, coordinateur de la commission au niveau de la wilaya de M'sila, près de 25 de ses camarades ont été embarqués. Notre interlocuteur ne manquera pas de signifier la détermination de ses collègues des deux dispositifs de la «honte» comme il qualifie le préemploi et le filet social, à aller au bout. «Ce ne sont pas ces interpellations musclées qui nous feront fléchir et encore moins les propos blessants qui nous sont servis dans les commissariats. «Nous sommes tantôt traités de terroristes, tantôt d'agir pour des agendas étrangers», témoigne Habib Ahmed, regrettant que ses collègues femmes ne soient pas épargnées par ces «propos injurieux»

Par cette action, les jeunes exerçant dans le cadre du double dispositif du préemploi et du filet social veulent dénoncer le calvaire de cet «emploi». Un pur euphémisme, selon Idris Mekidèche, le chargé de la communication au sein de la commission de la corporation, pour désigner, à ses yeux, un «esclavagisme des temps modernes».

Ce pourquoi, notre interlocuteur exige, au nom de cette double corporation, sa suppression pure et simple avec le préalable de leur intégration sans aucune condition, la comptabilisation des années d'exercice dans l'expérience professionnelle et le calcul de la retraite.

M. K.

PROCÈS EN SECONDE INSTANCE DE TAHKOUT CONTRE KHELIFATI

La défense demande l'annulation de la procédure

Estimant que la procédure engagée par le tribunal de Boumerdès contre Hassen Khelifati, PDG d'Alliance Assurance à la suite de la plainte du transporteur Mahieddine Tahkout est entachée de graves irrégularités, la défense de l'assureur demande l'annulation des charges retenues contre son mandant.

L'affaire (n°974) aux enjeux financiers immenses — il est question d'une créance de 50 milliards de centimes — qui oppose le transporteur, Mahieddine Tahkout au patron de la société Alliance Assurance Hassen Khelifati, a été jugée, en seconde instance, dimanche par le tribunal correctionnel de la cour de Boumerdès.

Pour rappel, le numéro un d'Alliance Assurance a été condamné, en première instance, en janvier dernier, à 18 mois de prison ferme, 50 000 dinars d'amende et 500 000 dinars à verser à titre de dommages et intérêts.

Le juge du tribunal correctionnel de Rouiba l'accusait de faux en écriture et de faux et usage de faux, délits réprimés par les articles 219 et 221 du code pénal. Le procureur avait requis contre le prévenu une peine de deux ans de prison ferme. Toutes les parties avaient introduit une procédure de cassation. Avant sa condamnation, Khelifati avait été jugé, rappelons-le, une première fois par le même tribunal de Rouiba. Le juge de ce dernier tribunal avait renvoyé l'affaire, demandant un complément d'information et l'expertise du contrat sur lequel Tahkout fonde son accusation. Rappel des faits : le PDG d'Alliance Assurance qui était l'assureur depuis 2007 du parc véhicules du transporteur a, selon ses déclarations devant le juge, remis 4 exemplaires, signés par

lui, du contrat pour 2011, à Tahkout pour son aval. Sous prétexte que ces exemplaires ont été égarés, 4 autres exemplaires ont été déposés au bureau du transporteur.

Alliance Assurance n'a pu récupérer, par le biais de son agence installée chez Tahkout, que la photocopie de ce fameux contrat. Khelifati affirme par ailleurs devant le juge, que les articles 9, 10, 11 et 12 du contrat ont été modifiés au bénéfice du co-contractant lui permettant de tirer avantage. Ce bénéfice, il l'évalue à 9 milliards de centimes rien que pour la police de 2011. De plus Khelifati accuse Tahkout, qui était absent à l'audience, d'avoir introduit des articles en violation de la réglementation en matière de contrat d'assurance. «Je ne peux mettre des articles qui pourraient coûter l'agrément à mon entreprise», soutient le patron de AA qui a nié les accusations émises par son client. Il rappelle, en outre, au juge, qu'il avait introduit une action auprès du tribunal de commerce de Boumerdès pour récupérer la somme de 209 333 263,78 dinars représentant l'impayé de 2011. Mais entre temps, son client dépose plainte contre lui au tribunal de Rouiba pour falsification de contrat. Pour lui et ses défenseurs, ces accusations de falsification ne sont qu'une diversion pour l'empêcher de réclamer des créances accumulées depuis 2007

et estimées à environ 50 milliards de centimes.

L'instruction du dossier mise en cause

A l'entame de l'audience de ce dimanche, le groupe des quatre défenseurs de Khelifati a remis, par le biais de maître Bourayou, un dossier demandant, à la présidente Faiza Hedjadj, l'annulation des poursuites contre leur client pour vice de forme dans l'enquête judiciaire.

Dans sa plaidoirie préliminaire, maître Bourayou a accusé le juge d'instruction d'avoir sciemment violé la loi, notamment l'article 89 du code de procédure pénal empêchant dit-il, la défense d'exercer ses droits. Il n'était pas loin d'affirmer par ailleurs que son client était l'objet d'un coup monté. Il énumère longuement les violations de la loi. «Mon client a été auditionné le même jour comme témoin ensuite, et sans interruption, dans la même séance en tant que prévenu. Ce qui est illégal.

De plus ses déclarations ont été déviées.» dira le défenseur qui s'interrogera, par la suite, sur la précipitation déployée pour accomplir, en une seule journée, maintes démarches judiciaires qui, en temps normal, exigent un délai plus long.

Il y a également, d'après maître Bourayou, subornation de témoin. Le groupe des quatre avocats de Tahkout a, par l'intermédiaire de maître Farouk Ksentini, soutenu le droit du juge d'instruction d'entendre toute personne susceptible d'apporter de nouveaux éléments.

Il s'oppose par conséquent à l'annulation des poursuites. De son côté, le procureur général adjoint, Mihoubi a laissé entendre que l'annulation d'un seul PV d'audition ne pouvait pas annuler toute une procédure.

Absence d'expertise

Un autre sujet a jeté le trouble sur ce dossier. En effet, aucune partie n'a fourni une preuve matérielle irrévocable s'agissant de falsification du contrat litigieux par la partie adverse.

La seule expertise en la matière a été établie, sur demande de la défense, par deux experts assermentés français. Elle n'a pas été acceptée par le tribu-

nal. Cette expertise du contrat, objet de ce litige, a été pourtant demandée par le premier jugement du tribunal de Rouiba. Elle est essentielle pour établir la preuve matérielle de la culpabilité de Tahkout ou de Khelifati.

A la fin des débats de ce procès, les avocats de Tahkout ont demandé le maintien des poursuites et exigé le versement de 30 milliards de dommages et intérêts. De son côté, le procureur a demandé l'aggravation de la peine. La défense, arguant l'absence de preuves, réitéra la demande de l'abandon des poursuites. Le verdict est attendu pour le 31 mars.

Abachi L.

COMMUNIQUÉ du SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

C'est avec une grande consternation que le Syndicat national des journalistes a appris l'assassinat, à l'arme blanche, de notre confrère Tarek Goulmamine, technicien monteur au service journal télévisé de l'ENTV.

Le défunt a succombé, hier, lundi, 18 mars 2013 à de graves blessures que lui avait occasionnées l'arme d'un terroriste «repenti», vendredi dernier. Il nous quitte à l'âge de 35 ans, laissant derrière lui trois enfants en bas âge.

En cette douloureuse occasion, le Syndicat s'incline à la mémoire du défunt et tient à présenter ses plus sincères condoléances à sa famille ainsi qu'au directeur général et tous nos confrères de l'ENTV. Il exige, par ailleurs, une peine exemplaire contre le terroriste récidiviste pour que plus jamais ces vampires intégristes, qui ont déjà lourdement endeuillé la corporation en particulier, et tout le pays en général, ne sévissent.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général,
Kamel Amarni